

## CE MONDE QUI BOUGE

Tunisie :  
Ben Guerdane,  
l'inquiétude

L'assaut lancé lundi contre la ville tunisienne de Ben Guerdane par l'Etat islamique (EI, Daesh), est certes sans précédent, mais ce n'est guère une surprise. Cette ville, point de passage des candidats djihadistes ou de djihadistes aguerris – n'oublions pas que l'EI compte plus de 6 000 Tunisiens dans ses rangs – vers la Libye et plaque tournante du commerce informel et du trafic en tout genre, est distante de quelque 70 km de la ville libyenne de Sabratha. C'est de cette ville qu'est venu le groupe de 60 djihadistes qui a tenté de prendre le contrôle de Ben Guerdane.



Par Hassane Zerrouky

Sabratha justement, aujourd'hui sous contrôle de l'EI, a une longue histoire. Fondée par les Phéniciens, elle a fait partie plus tard du royaume de Massinissa, avant de passer sous domination romaine en 111 avant JC. Elle abrite de magnifiques vestiges des époques libyco-punique et romaine, dont l'amphithéâtre, construit sous le règne de l'empereur romain d'origine berbère Septime Sévère. Soucieux sans doute des racines antiques de la Libye, Mouamar Kadhafi a dépensé sans compter pour restaurer l'antique Sabratha ainsi que Leptis Magna, peut-être la plus grande ville romaine du Bassin méditerranéen. En 1999, année du trentième anniversaire de la révolution libyenne que j'ai couvert pour le compte de *l'Humanité* et du *Matin*, on murmurait à Tripoli que Mouamar Kadhafi se rêvait en héritier de Septime Sévère. Il n'a pas été jusqu'à imiter Saddam Hussein qui lui, se voyait franchement en héritier du roi de Babylone Nabuchodonosor, allant jusqu'à inscrire sur le palais restauré du souverain babylonien : «Ceci a été construit par Saddam Hussein, fils de Nabuchodonosor, pour la gloire de l'Irak» !

Toujours est-il que le théâtre de Sabratha, sous le règne de Kadhafi, magnifiquement restauré par une équipe d'archéologues italiens et libyens, abritait durant les étés des festivals de musique et de culture. Aujourd'hui ces sites historiques sont menacés, comme l'ont été (et le sont encore) Palmyre en Syrie et Ninive en Irak, par les incultes et ignares de l'EI.

Revenons à ce qui s'est passé à Ben Guerdane. La version libyenne de l'EI s'est construite sur les décombres du régime de Kadhafi, moins de trois ans après l'intervention de l'Otan de 2011 qui avait vu Bernard-Henri Lévy se mettre bruyamment en scène, posant joyeusement face aux caméras avec des «combattants» qui forment certainement aujourd'hui le noyau dur ou le gros des bataillons de l'EI.

Disposant d'une assise territoriale et profitant du morcellement du pays, l'EI a poussé son avantage sur le terrain, renforçant son emprise sur la Libye au point de faire de Syrte, ville natale de Kadhafi, son fief à partir duquel il compte étendre sa domination sur tout ou partie du territoire libyen. Et bien que l'assaut contre Ben Guerdane ait échoué, il n'est pas impensable que Daesh lance d'autres attaques aussi sanglantes contre la Tunisie qu'il considère comme le maillon faible «militaire» de la région. Au-delà de l'acte en lui-même, cette affaire de Ben Guerdane n'est pas sans risque pour la Tunisie d'abord mais aussi pour toute la région. Qui a intérêt à ce que le processus démocratique tunisien échoue ? Cette affaire va donner du grain à moudre à ceux, parmi les dirigeants occidentaux, qui rêvent de jouer à nouveau aux chefs de guerre cinq ans après l'intervention de l'Otan. Le pays est survolé en permanence par des avions américains. Des raids aériens sont lancés comme ce fut le cas le 19 février contre Sabratha où se trouvait l'un des chefs de l'EI, le Tunisien Nouredine Chouchane. De vraies-fausse informations sont publiées par les médias, faisant état de volontaires tchadiens, marocains, soudanais, venus grossir les rangs de Daesh quand d'autres sites d'information assurent, sans l'étayer par des faits, que des djihadistes en provenance de Syrie et d'Irak auraient débarqué sur les côtes libyennes à la barbe des Occidentaux dont la marine de guerre sillonne la Méditerranée, la mer la plus surveillée de la planète en raison de ces milliers de réfugiés syriens, afghans et africains débarquant quotidiennement sur les côtes européennes, surtout en Grèce.

Et à ce propos, saluons ces Grecs qui, contrairement au reste de l'Europe, continuent d'aider sans compter les réfugiés syriens. Pourtant la Grèce est sous la pression insupportable et drastique de l'Union européenne et des marchés financiers, décidés à ce que l'économie du pays, qui a vu naître Socrate et Platon, se conforme aux dogmes néo-libéraux.

H. Z.

## DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc fustige  
Ban Ki-moon

*Le Maroc a réagi tardivement mais violemment à la récente visite de Ban Ki-moon à Alger et dans les camps de réfugiés sahraouis. Le Secrétaire général des Nations-Unies n'avait pu se rendre à Rabat, tel qu'il le souhaitait, en raison de l'absence inexpliquée du roi qui crie aujourd'hui à la «complaisance» du premier responsable de l'ONU.*

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La réaction s'est faite de manière très officielle. Le gouvernement marocain, resté silencieux tout au long de la semaine où l'on disait Mohammed VI hors du pays, a publié un communiqué dans lequel il fustige Ban Ki-moon, l'accusant de «dérèglements verbaux, de faits accomplis et de gestes de complaisance injustifiés».

Le même communiqué, transmis à l'agence officielle MAP, soutient que le Maroc a «constaté avec stupéfaction que le Secrétaire général a utilisé le terme occupation pour qualifier le recouvrement par le Maroc de son intégrité territoriale ce qui dégrade de façon drastique la terminologie traditionnellement utilisée par l'ONU pour désigner le Sahara marocain».

Plus grave encore, il accuse Ban Ki-moon de s'être laissé instrumentaliser «pour donner du crédit aux prétentions fallacieuses des autres parties» puis s'en prend naturellement à l'Algérie qui, dit-il, est «responsable du détournement de l'aide humanitaire destinée aux populations séquestrées de ces camps». Pourquoi une telle virulence envers le Secrétaire général des Nations-Unies ? La réponse réside dans le fait que Ban Ki-moon est perçu actuellement comme étant le premier responsable onusien à s'être engagé de manière aussi claire pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Sahara occidental. Son engagement ne s'est pas limité à de simples propos ou à des textes en faveur de l'indépendance du peuple sah-



Ban Ki-moon, SG de l'ONU.

Photo : DR

raoui. Avant de clôturer son mandat à la tête de l'ONU, il a tenu à effectuer personnellement un déplacement qui l'a mené y compris dans les territoires libérés du Sahara occidental (Bir Lahlou) où est stationnée une antenne de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental). Une première dans les annales de l'ONU. Le geste, hautement symbolique, a fortement déplu au royaume. Les propos tenus à cette occasion l'ont irrité davantage. Ban Ki-moon a en effet déclaré avoir été «très sensible à la situation des Sahraouis (...) je les comprends et je tenterai d'œuvrer pour la relance des pourparlers en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental». Il ajoute avoir demandé à son représentant spécial pour le Sahara occidental de reprendre ses tournées en vue de relancer les négociations entre les autorités marocaines et le Front Polisario, car, dit-il, «aucun progrès réel n'a été enregistré dans les négociations devant aboutir à une solution juste et acceptable par tous, fondée sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». Il précise enfin :

la Minurso «est prête à organiser un référendum s'il y a accord entre les parties».

Mais le projet semble voué à l'échec avant même que le processus souhaité ne s'enclenche. Le gouvernement marocain a décliné en déclarant : «loin d'atteindre l'objectif déclaré du Secrétaire général de relancer les négociations politiques, l'ensemble de ces dérapages risque de les compromettre». Cette fin de non-recevoir confirme à nouveau la position du Maroc.

En 2012, il avait retiré sa confiance à Christopher Ross sous prétexte de «partialité» concentrant ses efforts pour tenter de faire accepter son projet en faveur d'une large autonomie sahraouie sous contrôle marocain. Le concept a été naturellement rejeté par les autorités sahraouies, plus fortes que jamais du soutien affiché de la communauté internationale. Le blocage est total. Pis encore, la montée au créneau du gouvernement marocain ferme la porte à toute avancée politique, confirmant les craintes de Ban Ki-moon, qui compare le dossier du Sahara occidental à une véritable «bombe à retardement».

A. C.

## JEUNESSE AFRICAINE

La présidente de l'UPJ plaide  
pour l'accès aux décisions

*Pour la présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ), les jeunes africains doivent avoir accès aux décisions. Selon elle, ce sont les jeunes qui font les diplomaties.*

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le conflit de générations continue à entraver le développement des pays africains, estime M<sup>me</sup> Francine Mymbuya. «C'est un sérieux problème», dit-elle. L'exemple le plus concret pour elle est celui de l'exclusion des jeunes talents. «Ailleurs, les jeunes talents sont encouragés et mis en évidence et chez nous, en Afrique, on fait tout pour nuire aux jeunes talents. Pourtant, ce sont les jeunes qui font les diplomaties».

Abordant le développement de l'Afrique hier au forum du quotidien DK News,

la présidente de l'UPJ s'interroge : «Comment l'Afrique pourra agir sans l'ingérence ? Comment peut-elle se développer sans céder des marchés aux étrangers ? Comment peut-elle avancer sans dépendre de l'extérieur ?»

Selon elle, seule la jeunesse est aujourd'hui apte à lutter pour la paix et la sécurité du continent et à assurer, par la même, son développement économique. Dans le même sillage, elle précise que des démarches ont été entamées avec l'Union africaine (UA) pour la création d'un fonds africain pour la

jeunesse dont la mission sera le financement des projets des jeunes du continent.

«Les jeunes africains ne doivent pas rester pauvres car l'Afrique est un continent riche. Il faut permettre la montée de jeunes millionnaires africains», dit-elle encore. Elle rappelle par ailleurs la signature d'un protocole lors de la 5<sup>e</sup> Assemblée générale de la déclaration de la Conférence internationale de Kigali, tenue récemment à Alger. Un protocole qui, explique-t-elle, permettra de mettre en place un plan d'action «concret» et «stratégique» pour la jeunesse du continent africain. Objectifs : réduire le taux de chômage et prendre en charge les problèmes de la jeunesse. «Il faut canaliser les

énergies de la jeunesse pour préserver la paix et la souveraineté de nos Etats», insiste-t-elle. Déplorant l'absence d'une «solidarité africaine» entre les différents pays, M<sup>me</sup> Francine Mymbuya interpelle les Etats du continent noir sur la situation des jeunes de l'Afrique et appelle ces pays à mener une action concrète en faveur de cette jeunesse.

Elle considère que l'Afrique doit prendre au sérieux le problème de la violence des atteintes à la paix. Elle incite ainsi les pays africains à travailler en collaboration pour «trouver des solutions aux problèmes qui affectent l'Afrique et faire face à la violence et aux conflits dans les différentes régions du continent».

Ry. N.